

ELECTEURS DE DORCHESTER

Lisez ceci, s'il-vous-plait.

MESSIEURS,

Quand votre député actuel, le Dr Lesage, vint planter sa tente à Ste-Claire pour y pratiquer la médecine, je m'informai de ses antécédents. On me répondit qu'il était du District de Montréal, qu'il avait comme bien d'autres passé par le Collège sans avoir été une étoile de première grandeur ; qu'il avait fait ses études médicales à Laval, où il s'était surtout fait remarquer par beaucoup de fatuité et une grande opinion de lui-même. Plus que cela, on me dit qu'il prétendait avoir été injustement traité par les autorités de cette Institution qui, au lieu de lui donner le degré de docteur en médecine, ne lui aurait purement et simplement accordé que le maigre titre de licencié en médecine. Ce contre-temps n'abattit pas notre grand jeune homme, certain qu'il était de lui-même, croyant que tout le monde allait de suite se jeter dans ses bras, et lui arracher, dussé-je malgré lui, toutes les médecines qu'il pourrait préparer. Il résolut donc de s'établir à St-Grégoire, sa paroisse natale. La preuve de son

immense succès parmi les siens, c'est-à-dire ceux qui l'avaient vu naître et grandir, c'est qu'il n'y séjourna que quelques mois. Il avait voulu faire compétition à un autre médecin, et ce dernier l'avait roulé.

Le Grand Docteur vit alors qu'il ne pourrait rien faire là où il était connu, et bien qu'à regret, il dut laisser son district pour s'installer dans une des paroisses environnant Québec, savoir St-Raymond. Là encore il rencontra un autre médecin qui ne lui laissa que peu de place pour exercer son art.

Battu partout, il commença nécessairement à se décourager, d'autant plus qu'il se jugeait un grand homme incompris, de ses compatriotes. Il s'informa de droite et de gauche où il pourrait trouver un endroit quelconque où la population apprécierait davantage son grand génie. Toutes les places étaient prises, et il ne voulait plus entreprendre aucune compétition, car il avait une trop triste expérience du passé.

Quelqu'un l'informa que dans Dorchester existait un ancien médecin devenu aveugle ; que là peut-être profitant du proverbe qui veut que dans le pays des aveugles les borgnes soient rois, il pourrait faire quelque chose. Ce sont là les raisons déterminantes de son arrivée au milieu de vous. Tous vous savez que tant que l'ancien médecin eût soufflé de vie, il ne se gêna pas de faire mentir le proverbe plus haut cité, car notre grand homme n'avait que les miettes qui tombaient de la table de l'ancien Dr Forrest. Le Grand Docteur trouva le temps long, mais il attendit que son Aveugle eût passé de vie à trépas pour prendre la pratique. Il ne souffrit pas trop, car il était le gendre de son Beau-Père, et cela depuis des années. Du reste ceux qui connaissent le Docteur savent combien il est habile à soutirer, et comme il sait bien se traiter quand ça ne sort pas de sa poche.

Le Dr Forrest mort, on a dû être forcé de se servir de notre Grand Homme jusque là tout-à-fait ou à peu près ignoré et incompris. Aussi depuis qu'il est seul, n'ayant personne pour lui faire compétition, ne cesse-t-il jamais, chaque fois qu'il se

rencontre avec ses confrères, de parler de sa grande pratique comme médecin ; il profit même de sa position de député et de son siège en chambre pour se vanter, là, devant tout le pays, qu'il est un médecin d'une grande expérience obtenue par une longue et grande pratique, et de ces vantardises, il s'en est rendu coupable chaque fois qu'il a pris la parole en chambre. Si vous regardez à la page 1207 du *Hansard* de la Chambre des Communes pour 1884, (le *Hansard* contient le rapport officiel de tous les discours prononcés par les députés en Chambre) vous y verrez qu'il dit avec ampleur ! “ *Dans ma grande pratique de médecin*, il a eu bien des cas de maladies provenant de l'usage de remèdes patentés contenant des substances “délétères.” Encore à la page 1448 du *Hansard* de 1883, et cela à propos de la vente des liqueurs spiritueuses, il trouve moyen de dire : “ *Je suis médecin pratiquant dans onze grandes paroisses.* ” Vous pouvez vous imaginer l'effet prodigieux produit auprès de ceux qui ne connaissent pas notre homme, par des paroles aussi ronflantes. Mais le malheur veut que de telles vantardises reppetissent plutôt l'homme qui les profère auprès de ceux qui l'écoutaient. Et en effet, le vrai mérite n'a pas besoin de tambour pour s'annoncer : il perce de lui-même.

Il y a parmi la députation des médecins qui ont une clientèle leur rapportant de \$15,000 à \$20,000 par année, et leur modestie est en raison de ces beaux chiffres, et votre Docteur est le seul qui puisse ainsi proclamer ses hauts faits d'armes devant tout un pays.

Le fait est que tout est extraordinaire chez lui et dans ce qui l'entoure. Il n'a pas encore eu un cheval qui ne fût pas un trotteur capable de battre tous les chevaux du district, mais en même temps il est assez prudent pour se contenter de le dire sans se risquer à essayer, sans compter qu'il ne dédaigne pas d'échanger ce champion de tout un district avec le cheval d'un de ses paroissiens, et lui donner un fort retour.

Ses enfants en voiture rencontrent-ils un accident, de suite

il, débitera dans tout le village (car votre Dr. est une grosse commère) qu'ils s'en sont acquittés avec une souplesse et une habileté à rendre des points aux meilleurs acrobates, et l'histoire en est pompeusement décrite et racontée par le Papa dans un journal du district. Bien que seulement dans les éléments de leur cours d'étude, ses enfants connaissent la politique à fonds, et en causent de manière à émerveiller les plus rusés : aussi d'ébête-t-il au village qu'il se complait toutes les fois qu'il les rencontre à traiter avec eux les grands sujets qui occupent les premiers hommes d'Etat du pays ; il dit lui-même qu'il en est tout surpris, qu'il n'en revient pas, enfin qu'il ne peut plus rien leur montrer ! Cependant il se trompe, il peut toutefois leur enseigner à faire volte-face, à parler dans un sens et voter dans un autre, toutes ces choses sont bonnes à apprendre, car, voyez-vous, il n'y a rien qu'un Ministre aime autant qu'un député flexible, et vous savez que le Docteur a assez de flexibilité pour en passer aux siens jusqu'à la cinquième génération : son seul somerset lors de la trop fameuse affaire Riel en est une preuve éclatante. Allons Docteur, soyez moins modeste et admettez avec nous que vous pouvez leur en montrer en fait de fourberies et de tromperies.

Je suis bien fâché d'être obligé de vous entretenir aussi longtemps de choses aussi futiles, mais c'est dans les petites choses que l'on connaît "*les grands hommes*" de la catégorie du Dr Lesage. Notre œil n'étant pas assez clairvoyant pour atteindre du premier coup jusqu'à la hauteur de leurs grandes actions, il faut donc se contenter d'examiner et de juger pour le moment les petites. Peut-être, un peu plus tard, nous arriverons à faire mieux, en attendant continuons à disséquer notre sujet.

Avant que le temps soit venu de faire une chose, vous êtes certain qu'il vous promettra de tout régler. Etes-vous menacé de poursuite, il s'engagera de souscrire pour votre défense. Mais la poursuite arrive-t-elle, il s'efforcera de vous faire com-

prendre que sa position l'empêche de pouvoir faire quelque chose pour vous.

(M. J. E. Cayonette, agent des terres de la Couronne peut vous édifier sur ce point quand il a été poursuivi en dommages par le Rvrd. M. H. Gagnon, ci-devant curé de Ste-Claire.)

Voulez-vous briguer les suffrages de vos co-paroissiens pour la charge de conseiller, il vous encouragera bien avant l'élection, mais au jour du *poll*, il n'enregistrera pas sa voix pour vous. (Pour plus amples informations voir M. P. E. Marquis, aussi de Ste-Claire, et peut-être actuellement maire de cette paroisse.)

Il ne fera que répéter à certain député, (nommément le député de Bellechasse) que c'est lui qui fait ses élections, mais le jour du *poll*, il ne pourra seulement pas convaincre son premier ni son second voisin à enregistré leur vote pour ce même député. (Voir pour ce fait M. M. Charles Maurice et Pierre Morin, rentiers, de Ste Claire, qui ont refusé au Docteur d'aller voter à la dernière élection locale de Bellechasse). Lui prend-il fantaisie de se rendre dans un comté, il *terrasse* tous ceux qu'il rencontre, personne ne peut soutenir un brin de discussion avec lui. C'est comme cela, ni plus ni moins. Mais chose étonnante c'est que cette voix puissante ne soit pas requise plus souvent ; nous venons de finir les élections locales ; vous savez que dans ces temps, chaque parti qui se dispute le pouvoir a besoin du secours et de l'aide de tous ceux qui les supportent. Ainsi vous avez vu que dans le comté voisin, Bellechasse, on a fait venir force orateurs de tout côté. Vous avez vu passer par ici les députés de Bauce et de Montmagny, comment se fait-il que le Grand Docteur ne se soit montré ni là ni ailleurs. Je vais vous le dire : il est connu maintenant, ses blagues ne sont plus de mode. Le fait est que je crois savoir que toutes les fois qu'une élection a lieu, ses collègues se disent : " N'amenons pas " Mire Lesage, c'est un blagueur de la plus belle eau, il nous fera " plus de tort que de bien, ce qui ne l'empêchera pas au retour de " se vanter qu'il aura tout fait, donc fuyons-le ! "

Avant d'être député c'est lui qui faisait toutes les nominations ; il a été jusqu'à dire qu'il avait fait arriver M. Xavier Chabot au poste de sous-inspecteur des poids et mesures qu'il occupe aujourd'hui, cependant, chose incroyable, le savant Docteur avait sollicité cette situation pour lui-même. Depuis qu'il a aidé aux élections de M. Audet, un colon reçoit-il de l'argent de la colonisation, c'est lui qui le lui a fait obtenir ; mais ce même colon fait-il échec dans une demande quelconque, M. Lesage tombera à bras raccourcis sur ce pauvre M. Audet en disant : " Si nous avons un député local ! " Toujours du bon côté, le Dr. Quand ça va bien, il s'en attribue tout le mérite, mais quand ça va mal, il met tout sur le dos de son voisin. C'est hien commode cela.

Chose étrange, c'est que depuis qu'il a gravi les degrés qui le séparaient de la représentation, il ne nomme plus personne ! Il lui est même impossible de continuer l'œuvre commencée par MM. Audet et Rouleau, ses prédécesseurs. Ces derniers ont réussi à faire donner justice à leur comté en établissant un bureau d'agence des Terres de la Couronne au milieu de vous, mais ils n'ont obtenu alors qu'une sous-agence. Depuis, M. Létourneau, qui occupait la position d'agent à St-Joseph, est décédé. N'était-ce pas une bonne occasion de faire valoir les droits de Dorchesteur à l'agence principale ? Où sont les lettres du Docteur demandant cela ? Qu'il les montre ! La chose aurait été d'autant plus facile à obtenir que le Docteur aurait pu la demander sous le principe des promotions, car les gouvernements aiment, en autant que la chose est possible, à récompenser ses anciens employés en leur donnant de l'avancement, d'ailleurs c'était au tour de Dorchester. Rien de rien n'a été fait, et le Gouvernement a retombé dans ses anciennes habitudes en élevant un fils de famille à cette position, M. William de Lery, c'est-à-dire l'ancien régime : tout pour la Beauce, pour les Taschereau, les De Lery, et rien pour ces pauvres manans de Dorchester, qui ne sont que de simples laboureurs ou fils de

simples cultivateurs. Est-ce que votre député fédéral n'aurait pas dû se joindre au député local pour obtenir ce que je considère être votre droit ?

Ce n'est pas cependant que votre Député ne vous porte pas d'affection, du moins si l'on en juge par ses bellés paroles mielleuses. Est-il appelé à parler devant vous, il ne cesse de vous répéter qu'il aime la classe ouvrière. Se trouve-t-il à l'un de ces banquets qui se donnent à chaque exhibition agricole, il fera aux laboureurs le compliment de leur dire qu'il aime et chérit les cultivateurs, voire-même qu'il n'a pas *honte* d'ouvrir pour eux les portes de ses salons. Comme si un homme bien né pouvait entretenir un doute là-dessus. Ce sont des choses qui se font tout naturellement, et pour celui qui aime et respecte réellement une classe, quelle qu'elle soit, il ne lui vient pas à l'idée de lui jeter à la figure l'avantage qu'il lui a procuré en la recevant en sa compagnie. Tout de même, je serais heureux de savoir le nombre de ceux d'entre vous qui connaissez la couleur du tapis de Turquie qui recouvre le plancher de ses salons ; en attendant, je crois plutôt que le nombre de ceux qui ont foulé le prélat rabougri de son officine de médecin est bien plus considérable.

Je présume que c'est ce même grand amour pour la classe des cultivateurs qui fait que dans sa maison on fait nourriture à part, thé et soupe de différentes qualités pour les filles et les fils de ces mêmes cultivateurs devenus ses serviteurs. On va même jusqu'à dire que la soupe au vermicelle est considérée comme trop dispendieuse pour un de ses serviteurs malade. Aussi il est plus facile d'attrapper un chien pour tourner la broche chez les Recollets que de trouver une servante pour assister notre grand sire.

C'est encore pour leur témoigner sa grande affection que dans une cornée, il donnera à ses *bons et braves cultivateurs*, comme il vous appelle de bouche du *lard faisandé*, et si on lui fait la remarque, d'un ton hautain il vous dira que vous n'êtes

pas habituée à viande conservée dans le salpêtre ! Mais le lendemain, il court le village, allant de porte en porte demander aux vieilles femmes le moyen de faire consommer le lard pourri qu'il n'a pas pu faire passer la veille.

On me dira peut-être que tout ce qui précède, n'est pas de la politique, c'est vrai, mais pour bien juger les actes d'un homme, il faut le connaître à fond, jusque dans les plus petits détails. C'est la raison pour laquelle je vous ai parlé de la conduite généralement tenue par l'excellent Docteur.

Arrivons maintenant aux grands faits d'armes politiques de notre Héros !

Etabli dans Dorchester après les élections fédérales de 1872, le Docteur fut pendant plusieurs années sans jouer un bien grand rôle dans la politique de ce comté. A peine donnait-il son vote pour le candidat du parti qu'il soutenait, et cela tout en se réservant le droit de déblatérer contre lui pendant tout un Parlement, disant à qui voulait l'entendre que c'était un bon à rien, une nullité, un paresseux, etc., etc., enfin lui décochant les plus belles épithètes de son répertoire. Cela n'empêchait cependant pas qu'il aurait voulu avoir une part dans le patronage du comté, au détriment même de ses plus grands amis personnels : c'est ainsi qu'il voulait faire destituer son confrère, le Dr Morisset, comme *coroner* du comté, pour que ce dernier se présentât en opposition au candidat du gouvernement d'alors. Plus tard il convoitait la position de sous-inspecteur des poids et mesures.

Jusqu'en 1878, le Docteur fut paisible. Le fait est que les candidats qui briguaient les suffrages alors n'avaient pas le gousset bien garni, ou ne valaient pas la peine pour un homme de l'influence et de l'éloquence du Docteur de se prêter à aider de tels nains politiques.

Dans le printemps 1878, les élections générales pour la Législature de Québec arrivèrent. M. Nicodème Audet fut choisi comme le porte-drapeau du parti conservateur dans le

comté. Ce Monsieur n'avait pas seulement sa réputation de brave et honnête homme pour le recommander auprès du Docteur, il pouvait, lui, faire face aux dépenses, *payer le violon*, comme on dit vulgairement, et *c'est pourquoi* et surtout *pourquoi* l'on vit le Docteur sortir de sa retraite, et faire tout en son pouvoir pour le triomphe de celui qui *payait bien*. Les flots d'éloquence n'étaient pas ménagés, les voyages se multipliaient, des charretiers à la soldé de notre grand homme étaient continuellement sur la route, il donnait à profusion l'argent de son candidat, il était justement dans son rôle : jouer au prince avec les pièces d'un autre, se faire passer pour généreux sans qu'il lui en coûte un denier. Pourquoi alors de lui reprocher, c'est vraiment cruel et connaissant votre bonne nature, je vous entends me dire du fonds de vos cœurs ; de grâce, par pitié ! ne lui reprochez pas, ne lui reprochez pas ces choses, il a tant joui à cette période, ne lui faites donc pas passer un mauvais quart-d'heure à ce sujet, attendu que l'occasion ne se présentera pas aussi belle de sitôt. Tout de même le Docteur est un homme chanceux : lors de sa propre élection, il a eu assez de talent pour trouver une bonne âme qui lui a fait le tour de la division électorale sans exiger un centin. C'est cela, quand il travaille pour les autres il est amplement, grassement, généreusement rémunéré, et par dessus tout, ah ! c'est un comble, quant c'est pour lui, il a le talent de tout avoir gratuitement.

SECONDE PARTIE

Maintenant que nous croyons vous avoir fait connaître les traits principaux du *caractère généreux* de votre député, nous allons vous initier à ses hauts faits politiques.

Acclamé par le beau et grand comté de Dorchester, le fameux Docteur arrivait en chambre avec un certain prestige vis-à-vis de ceux qui ignoraient que ce résultat n'était pas dû

aux labours de celui qui en recueillait les fruits. Aussi avec son orgueil et son amour-propre, il sentait sa position, c'est pourquoi il ne perdait aucune occasion de faire mousser son importance. Peu de temps après son élection, ceux qui recevaient le *Quotidien* de Lévis pouvaient lire que le *nouveau* et *l'éloquent* député de Dorchester devait proposer ou seconder l'adresse en réponse au discours du Trône. On sait comment ces choses se mettent dans les journaux ; quand ce n'est pas le sujet lui-même qui l'écrit, il tient la plume dans les mains d'un ami complaisant, le ballon est ainsi lancé et le tour est joué. Aussi depuis cette date, ce journal complaisant est devenu l'organe officieux du grand homme, c'est dans ses colonnes que vous voyez apparaître en blanc et en noir tous les faits et gestes du Député de Dorchester. Chose assez étonnante, un orateur aussi distingué, patronisé par une feuille aussi puissante que le *Quotidien*, c'est de voir que les autorités n'aient pas jugé à propos de faire développer leur grande politique par celui que la *Presse* désignait à l'avance comme un des plus dignes à remplir ce grand devoir. — Deux autres députés furent choisis, et force fut au Docteur de bien écouter comme le plus simple des mortels, d'avalier et de garder pour lui-même les belles et bonnes choses qu'il avait dû se proposer de débiter dans une circonstance aussi solennelle.

Consolez-vous, Docteur, bien d'autres avant vous n'ont pas réussi à se faire apprécier à leur juste valeur, et soyez persuadé que la voie la plus sûre en ces choses, pour ne pas rencontrer de déception, est de laisser faire les autres et ne pas se mousser soi-même.

Après cet échec, le brave des braves fut bien paisible pendant les trois-quarts de la session ; cependant, je me trompe, l'importante question de la culture du tabac canadien étant venue sur le tapis, il se leva pour débiter son petit boniment ; de même il prononça encore quelques mots sur la question de la vente des liqueurs spiritueuses, profitant de cette occasion

pour dire "qu'il était médecin pratiquant dans onze grandes paroisses."

Voir Hansard de 1883, page 1448.

Nous nous proposons maintenant messieurs, de repasser brièvement en revue la conduite parlementaire du Docteur. Prenez patience, nous sommes forcé d'être très-court, car le bilan des œuvres de notre phénomène est très maigre, et vous verrez par vous-même que les obligations qu'il a contractées de veiller à vos intérêts en acceptant un mandat de vous sont traitées à la légère. De fait nous vous prouverons que votre Député n'assiste pas aux séances de la chambre, nous le prouverons par les documents officiels que nous citerons page par page, afin que chacun de vous puisse aller à la source de nos renseignements et se convaincre de la véracité de nos allégues.

Nous allons procéder session par session en commençant par la session de 1883.

La première question qu'il posa à l'administration en fut une pour augmenter les dépenses, et en faire bénéficier la profession médicale, sinon lui-même.

Voir page 57 Votes et délibérations de 1883.

Question par Mr. Lesage. — " Est-ce l'intention du Gouvernement d'accorder une plus forte somme d'argent pour " rendre plus effectives les statistiques vitales du Pays."

Comme vous savez, ces statistiques sont généralement préparées par les membres de la profession médicale. Nous attirons spécialement votre attention sur ce premier acte qui vous montre de prime abord ses dispositions, car nous vous prouverons que depuis son entrée au Parlement, il a toujours travaillé dans le sens d'ouvrir de nouvelles carrières à la profession qu'il pratique pompeusement dans onze grandes paroisses.

Page 209—Un bill fut présenté pour prévenir la séduction. On ne dira pas que cette loi n'est pas d'une importance ma-

jeune, puis qu'elle intéresse la plus belle moitié du genre humain ; cependant votre député brillait par son absence.

Page 312—Le bill des orangistes est amené.

Est-il une question qui puisse plus intéresser un député catholique que celle là ? Mais le député catholique de Dorchester ne le juge pas ainsi, et son nom ne paraît pas pour protester contre cette association odieuse.

Pages 372, 374, 375—Trois votes relatifs à la validité de l'élection d'un député pour le comté de Kings, Ile du Prince Edouard, le Docteur absent chaque fois.

Il est pourtant important que tous ceux qui sont appelés à délibérer sur les intérêts d'un peuple soient bien et dûment les élus de la nation, mais votre député ne s'en occupe pas.

Voilà donc pour la session de 1883. Les points les plus culminants sont les absences de votre mandataire. Je vous dirai cependant de suite que ceci n'est rien à comparer à ce que je vais vous prouver pour les sessions suivantes : dans la première session, si le Docteur n'était pas zélé pour vos intérêts, du moins il était curieux de voir ce qui se passait, et il assistait passablement aux séances. Vous allez le voir faire quand ce sentiment de curiosité aura disparu.

Nous devons vous faire remarquer qu'il nous est impossible de vous donner un état juste de la ponctualité des députés de la Chambre des Communes à assister aux séances, car leurs noms ne sont pas entrés comme au Sénat dans les votes et délibérations. Nous pouvons seulement vous indiquer les absences lors d'un vote. Quand vous saurez qu'il se donne généralement chaque session de cinquante à soixante et quinze votes, et que votre Député en a manqué jusqu'à vingt-quatre dans la même session, vous serez capable de vous faire une idée juste de l'indifférence, voire même du mépris qu'un tel député met à son service. Le jour où le vote sera pris sur telle ou telle questions est généralement connu de la députation, les chefs de chaque parti aver-

tissent leurs amis, et vous comprenez que les députés en généraux font tout en leur pouvoir pour s'y trouver, sachant que dans cette circonstance leur absence peut-être retracée. Alors que dire d'un député qui perd *vingt-quatre divisions* dans une seule session ? La conclusion naturelle à en tirer, c'est que ce Monsieur n'est presque jamais à son poste.

Procédons, Session 1884.

Page 182—Votes et délibérations. Motion concernant le chemin de fer du Pacifique.—Absent.

Page 183—Motion sur le même sujet.—Absent.

C'est ainsi qu'un député se prépare à faire passer une ligne de chemin de fer à travers son comté !

Page 284—Bill relatif à l'indépendance du Parlement.—Absent.

Page 231—" Motion pour réduire la taxe sur la vaisselle commune et la mettre plus en rapport avec la taxe sur la vaisselle de haut prix."—Absent.

Est-ce que chacun d'entre vous n'aurait pas été heureux de connaître l'opinion de son député sur une question qui vous intéresse de si près ? Car la grande majorité du peuple n'a pas les moyens de faire paraître sur sa table les porcelaines les plus fines, et si réellement cette taxe est disproportionnée,—n'aurait-il pas été à propos que l'acclamé de Dorchester se prononçât ? A vous d'en juger.

Page 339—Amendement à la loi criminelle.—Absent.

Page 344—Bill pour prévenir la fraude dans les contrats publics.—Absent.

Page 347—Rappel de l'acte des licences de 1883.—Absent.

Page 353—Indépendance du Parlement—Absent.

Page 361—Bill des Orangistes.—Absent.

Nous vous ferons remarquer que c'est la deuxième fois pendant deux sessions consécutives que votre Député reste muet, et ne daigne pas seulement donner son vote sur cette question qui prime toutes les autres pour un catholique !

Page 369—“ Motion demandant de laisser aux Provinces le droit d'octroyer les licences afin de leur donner un revenu.”

Inutile d'appuyer fortement sur l'intérêt général que présentait cette question pour chaque Province de la Puissance sous tous les rapports. Comme vous savez, depuis la Confédération, chacune des provinces s'est vu enlever une partie de ses revenus qui sont tombés dans la caisse fédérale, de là les embarras financiers dans lesquels sont tombées plusieurs d'entre-elle, notamment notre chère Province de Québec ; de plus, d'après la Constitution de 1867, le Gouvernement Fédéral a ses attributions et les provinces les leurs, il importe donc surtout pour Québec, qu'aucun des pouvoirs conférés aux Provinces ne soient accaparés par l'administration supérieure. Je dis surtout pour Québec, car nous formons dans la Confédération une population dont la langue et les croyances religieuses diffèrent de celles des autres races de la Puissance, par conséquent ayant des aspirations et des besoins particuliers, sur lesquels il faut être jaloux de garder le pouvoir de législater. La question qui nous occupe maintenant a été portée devant le comité judiciaire du Conseil Privé en Angleterre qui a donné gain de cause aux provinces.

Question futile pour le Docteur, il ne s'en occupe nullement.

Nous venons de vous démontrer que votre Député brille par son absence en Parlement, lorsque vos plus chers intérêts sont en jeu ; mais nous pouvons de plus vous prouver qu'il lui est impossible de se tenir à son siège, même quand il a une interpellation à faire au Gouvernement. Si vous regardez à la page 55 des votes et délibérations pour 1884 ci-haut cités, votre Député demande si l'on ne prendra pas les mesures nécessaire pour arriver à donner la traduction des débats sous le plus court

délai possible ? Quand il est appelé à faire sa demande, l'écho répond comme d'habitude : Absent ! La preuve de cette absence se trouve d la page 82 des mêmes votes et délibérations, où il a été obligé de renouveler les même question.

Il vous est donc impossible de connaître l'opinion de votre député sur les nombreux votes que nous venons de mentionner. Arrivons maintenant à ceux où il s'est prononcé, vous allez voir s'il en fait de belles.

Portons-nous à la page 294 des votes et délibérations de 1884, et nous y verrons un projet de loi intitulé : " Bill pour prévenir la séduction des personnes du sexe en bas de vingt-et-un ans, sur promesse de mariage."

Voici un jeune homme qui fréquente votre maison, il appartient à de braver parents, et votre jeune fille en est éprise. Vous êtes parfaitement convaincu que ce jeune homme désire épouser votre enfant. Il arrive cependant que ce malheureux, oubliant les traditions de famille, foulant aux pieds tous les sentiments de l'honneur, faisant les promesses de mariage les plus solennelles à votre enfant encore mineure, séduit et déshonore à jamais cette jeune personne qui se trouve alors victime de son amour et de son devouement. — Voici donc votre fille perdue dans l'opinion publique ; personne ne la regarde, chacun est prêt à lui jeter la pierre ; elle n'a cependant péché que par le cœur. Le brigand qui est l'auteur de son malheur passe et repasse impuni devant votre demeure, car les lois de notre pays n'atteignent par ces offences. Est-il un malheur plus grand pour une maison que de voir chaque jour au foyer domestique une ruine vivante dans la personne d'une enfant chérie ? Que de larmes versées par de tendres mères à ce sujet ! Grand est le nombre de chefs de famille qui sont tombés dans le désespoir à la suite d'aussi tristes événements. N'est-ce pas un sujet qui mérite la plus grande considération de la part de ceux que vous placez les gardiens de votre bonheur domestique. Eh bien ! le Docteur Lesage, quoique père de famille lui-même, a dit so-

lennellement par son vote de son siège en chambre, que vos jeunes filles peuvent être trompées, déshonorées, ruinées, et que l'auteur de tous ces forfaits restera impuni !

Ce n'était pas un vote de parti, car les opinions étaient divisées des deux côtés ; votre Député pouvait fort bien protéger vos enfants sans pour cela cesser son allégeance à ses amis politiques, et le fait est que plusieurs d'entre eux votèrent en faveur de cette loi. S'il existait une loi punissant ces offenses, vous comprenez comme nous que les séducteurs y réfléchiraient deux fois avant que de s'exposer, sans compter que la victime aurait occasion de refaire son honneur devant les tribunaux de son pays, en prouvant que si elle a été faible, c'est parce qu'elle a été odieusement trompée. Non, le Docteur ne veut pas cela, il entend que cette pauvre fille tombe dans l'ignominie sans avoir aucun recours quelconque, que son destructeur porte la tête haute, et continue son œuvre diabolique en faisant de nouvelles victimes ! Est-il dans Dorchester un père et une mère capables d'approuver une pareille conduite ? Remarquez que ce vote a été donné de propos délibéré de la part de votre député, car regardez à la page 376, cette question est venue sur le tapis, et le nom du Dr Lesage se trouve encore au nombre de ceux qui ont voté contre.

Vous connaissez comme nous que le double mandat a existé pendant un certain temps après la Confédération, mais comme le peuple s'est prononcé contre il fut aboli. Depuis ce temps, la même personne ne peut vous représenter que dans une des deux chambres, soit dans la chambre des Communes ou dans la législature locale. Il a cependant été fait depuis des tentatives pour rétablir le double mandat. A la page 130 des votes et délibérations de 1884, vous verrez que votre Député favorise l'ancien état de choses. Le croiriez-vous ? Il s'est imaginé pouvoir vous représenter et à Québec et à Ottawa Rien à son épargne. Le fait est qu'il se donne si peu de trouble si l'on en juge par ses absences, qu'il pourrait bien faire sem-

•

blant de prendre vos intérêts dans vingt corps délibérants, et continuer d'exercer sa profession dans ses onze grandes paroisses, et cela sans porter atteinte à sa précieuse santé.

Nous vous avons déjà dit que la première interpellation faite par votre Député, lors de son entrée en parlement, était dans l'intérêt de la profession qu'il se vante de pratiquer avec tant de succès. C'était en 1883. En 1884 il fut présenté une loi relative à " La falsification des substances alimentaires ". De suite vous apercevez le Docteur debout, et en référant à la page 1203 du *Hansard* de cette année, vous y verrez de discours du médecin *pratiquant dans onze grandes paroisses*.

Beaucoup de ses confrères disent que ce verbiage fut copié à peu près mots pour mots dans des auteurs bien connus de la profession, mais comme nous ne sommes pas juge en ces matières, disons que ses confrères sont des malins. Nous nous appliquerons simplement à vous faire voir que le but de son discours était de se faire nommer " Analyste en chef de la Puissance " avec un salaire de trois milles piastres par année. Nous allons plus loin, nous affirmons qu'il a sollicité cette position ! S'il le nie, nous le défions de donner une déclaration solennelle à cet effet. Citons donc quelques lignes de son discours, et pour celui qui sait lire entre les lignes, il y verra de suite que c'est le réquisitoire de celui qui demande la situation que renferme le projet de loi discuté.

Toujours à la page 1203 et les suivantes du *Hansard* de 1884, le Docteur parle : " L'importance de cette question est tellement grande et mérite à un si haut degré d'attirer votre attention et d'éveiller votre sollicitude, etc., etc. En parlant de la falsification de la farine il dit : " Nous avons nos inspecteurs de farine, mais je ne crois pas leurs procédés d'investigations " suffisants, et *je ne crois pas qu'ils soient qualifiés au point de vue de la science pour remplir pratiquement leur position.* "

En parlant des viandre : "D'ailleurs je considère qu'aujourd'hui les inspecteurs n'ont pas les *qualités nécessaires* pour assurer la protection voulue."

A la page 1207, — *Hansard* de 1884. "Dans sa *grande pratique de médecin*, il a eu bien des cas de maladie provenant de l'usage des remèdes patentés contenant des substances *délétères*. Il désirerait que ces remèdes patentés *fussent frappés d'un droit*, et il espère que cela pourra se faire une autre année vu qu'il est tard."

Comme vous voyez, il ne manque rien dans l'intérêt de sa profession, voir même imposer des taxes sur les remèdes patentés dans le but, lui, de mieux distribuer ses propres remèdes, dans les "onze grandes paroisses" qui se disputent son ministère. Ce qu'il y a de malheureux en tout cela, c'est que le discours a été débité, la loi a été passée, et le grand Docteur est resté Gros Jean comme ci-devant.

C'est en cette même année de 1884 qu'il a essayé de se faire nommer Sénateur pour votre division.

L'Honorable Charles Alexandre Lesage, voyez-vous comme c'est redondant ! Il vous dira peut-être qu'il a sollicité la position, non pour lui, mais pour le comté, cela s'entend, mais comme il se considère le seul *grand*, le seul *digne*, vous voyez de suite où il voulait en venir. Eh bien ! un autre a été nommé, et votre Député a perdu le peu d'influence qu'il pouvait posséder auprès des ministres, qui se sont dit entre eux le ridicule d'un député, qui vient d'arriver en politique sans aucune lutte de sa part, et qui veut envers et contre tous enlever ce qui appartient à ceux qui ont supporté toute la chaleur du jour. Aussi l'honorable Mr. Bolduc est notre Sénateur, et ce *grand homme* qui voulait se débarrasser de vous sollicite encore vos suffrages, et je puis ajouter qu'il attendra encore longtemps avant que de se prélasser sur les banquettes de velours de la Chambre Haute du Canada.

Session 1885

Nous sommes donc arrivée à la session toute palpitante d'intérêt pour tout le pays, et en particulier pour Dorchester. C'est en effet à cette session que le tracé du grand chemin de fer du Pacifique pour parvenir à l'Océan Atlantique a été choisi. Je dis que cette session présentait un intérêt tout particulier pour Dorchester, car vous vous rappelez qu'il a été fortement question de faire passer cette grande voie ferrée par la vallée de la Rivière Etchemin, qui arrose tout votre comté. De fait des ingénieurs y firent des explorations. Nous devons donc nous attendre à une grande assiduité de la part de votre Député, qui ne devait pas perdre une seule minute pour amener des partisans à sa cause, d'autant plus que cette cause était fortement appuyée et défendue par des ingénieurs de renommée.

Voyons un instant si notre attente a été réalisée.

Votes et délibérations de 1885.

Page 724—Vote sur le Pacifique Canadien.—Docteur absent.

Page 726—Vote sur le même sujet.—Docteur absent.

Page 727—Vote sur le même sujet.—Docteur absent.

Page 728—Vote sur le même sujet.—Docteur absent.

Il a manqué quatre votes sur ce seul sujet qui pouvait enrichir toute la population qu'il représentait.

Malgré son orgueil et son outrecuidance, nous ne pensons pas que le Grand Docteur essaiera à vous faire croire que son influence se fait sentir sur les questions soumises à la députation même quand il est absent !

Voyons maintenant ce qu'il fait dans les rares intervalles de temps qu'il dévoue à l'exécution des devoirs que lui impose son mandat.

Nous vous disons d'avance qu'il ne peut rien par lui-même, et nous tenons à vous prouver qu'il ne fait qu'emboîter

le pas derrière les autres; qu'il a été sur cette question constamment à la remorque du député de Montmagny, M. Landry, au point de se couvrir de ridicule. Comment appelez-vous le quadrupède dont tout le mérite consiste à imiter ce qu'il voit faire ? Oui, votre Député a fait le singe, et en voici la preuve prise comme toutes les autres dans des documents authentiques dont nous n'avons pas besoin de garantir la véracité. Si quelqu'un cependant doute d'une seule de nos citations, nous le prions de constater la chose par lui-même, et nous défions notre ami, le Docteur, d'en nier une seule.

Page 16 — Votes et délibérations de 1885.

M. Landry (de Montmagny) " fait motion demandant la
" production de tous ordres en conseil, rapports d'ingénieurs et
" tous documents quelconques se rapportant au choix d'une
" ligne ferrée la plus courte et la meilleure entre le terminus
" actuel du chemin de fer du Pacifique et l'un des ports de mer
" dans les Provinces Maritimes."

M. Lesage se réveille et fait la motion suivante : " De-
" mande copie de tous rapports des ingénieurs du Gouvernement
" faits avant et aujourd'hui relatifs à l'exploration des derniers
" tracés projetés pour le prolongement du Pacifique Canadien à
" un port sur l'océan atlantique."

N'est-ce pas la même chose demandée dans des mots un peu différents ? Ce n'est pas tout, allons plus loin.

Page 544, Votes et délibérations de 1885.

M. Landry fait l'interpellation suivante :

" M. Light, Ingénieur Civil, a-t-il fait dernièrement un
" 2me rapport au gouvernement sur la valeur comparée des diffé-
" rentes lignes entre Montréal et les ports maritimes en vue du
" choix de la ligne la plus courte et la plus acceptable, et le
" gouvernement a-t-il l'intention de communiquer ce rapport à
" la chambre ? "

Page 544. M. Lesage suit le député de Montmagny et fait la *fin fin* comme suit :

“ Le Gouvernement, en soumettant les rapports des Ingénieurs sur les divers tracés explorés jusqu'à ce jour, entend-il “ produire en même temps le rapport de M. Light sur la ligne “ courte, connue sous le nom de ligne de combinaison par la “ rivière Etchemin ? ”

N'est-ce pas assez pour attirer la pitié ? Ne citons plus, c'est trop humiliant, car ces quelques lignes ne seront pas lues seulement par vous, électeurs de Dorchester. et il ne faudrait pas trop montrer à tout un pays que nous avons eu assez peu de clairvoyance pour placer une pareille nullité au timon des affaires. Disons notre *med culpa*, et ayons pleine et entière contrition accompagnée d'un grand ferme propos pour l'avenir.

Retournons un peu en arrière, et examinons encore l'assiduité de Notre Elève, Page 141.

Votes et délibérations de 1885.

Motion Landry pour restreindre la juridiction de la Cour Suprême. Le Docteur absent.

Cette question de la Cour Suprême a déjà été plusieurs fois discutée devant vous. Vous savez que cette cour est composée de cinq juges dont deux seulement connaissent nos lois civiles, qui sent pour la plupart tirées du Code Napoléon. La motion Landry demandait qu'il n'y eût pas d'appel à cette Cour dans les causes civiles entendues dans la Province de Québec. S'il est une question importante et d'un immense intérêt pour tous, c'est bien d'être jugé par un tribunal qui connaît nos lois : le Docteur n'est pas de cette opinion.

Page 214—Mesure relative aux voitures publiques y compris les chemins de fer, bateaux, etc. Absent.

Page 268—Demande d'un bill de divorce. Docteur Absent.

Page 352—Autre demande d'un bill de divorce. Docteur

absent. Le Grand Homme ne s'occupe pas de ces petites choses-là.

Page 409—Bill relatif aux remployés des Fabriques et Manufactures—Absent.

Il s'agissait dans ce projet de loi de la protection de la classe ouvrière obligée de gagner son pain dans les Fabriques. Le Docteur méprise cette classe, ne se donne pas le trouble de lui prêter son appui.

Page 410—Bill de tempérance—absent.

Page 474 — Bill pour refondre le service civil — Docteur absent.

Page 475—Même loi que ci-dessus—absent.

Nous sommes réellement étonné de voir que votre Député se soit absenté sur une question qui le touche d'aussi près, lui qui ne cesse de demander à se caser !

Page 472—Si notre mémoire ne nous fait pas défaut, nous croyons qu'il était présent dans une autre circonstance où une demande fut faite pour le renvoi de ce bill qui exige des examens de la part de ceux qui désirent entrer dans le service civil, et occuper un emploi sous le Gouvernement. Comme beaucoup de personnes, sans compter votre Député, fatiguaient les ministres par leurs demandes de *situations*, ceux-ci résolurent de passer une loi par laquelle celui qui veut ainsi se caser doit subir un examen sévère. Par ce moyen on ferme la porte à bien des ambitions, car il n'y a réellement que celui qui a fait un cours d'études complet qui peut prétendre surmonter cette épreuve. Encore faut-il qu'il soit frais sorti de l'école, car pour peu que l'on soit rouillé sur les études que l'on a faites, vous êtes certain de succomber. Tout cela est bel et bon pour la tranquillité des gouvernements, mais je vais vous démontrer que cette loi donne lieu à bien des injustices, et favorise une classe qui souvent ne mérite rien. Voici comment : vous avez travaillé de longues années pour le parti politique de votre choix ;

des malheurs surviennent dans vos affaires, vous êtes avancé en âge, il vous est impossible de vous créer un autre avenir. Comme bien d'autres, vous seriez capable de remplir une position qui donnerait le pain à notre famille, mais nous n'avez pas fait d'études, ou si vous en avez faites, il y a déjà bien longtemps, alors la porte nous est fermée, pas d'admission, il vous faut rester sur le pavé, nonobstant votre travail, et même les sacrifices que vous vous êtes imposée pour le parti. La position que vous auriez pu prendre sera donnée à un jeune bamin sortant du collège, dont le seul mérite consiste d'être capable de subir un examen. Si vos moyens ne vous ontpas perdede faire instruire votre enfant dans toutes les branches enseignées dans un collège, il sera exclus de cette carrière. Cependant le Docteur est de cette opinion. Sachant son incapacité à pouvoir secourir qui que ce soit, il ne veut pas seulement être fatigué par vos demandes. C'est bien, dormez tranquille généreux compatriote. Pour vous démontrer l'iniquité de ces examens, nous nous référerons à l'appréciation qu'en faisait un journal conservateur " Le Canadien " du 23 novembre 1886.

Poursuivons notre tâche.

Page 486—Mesure relative aux maladies contagieuses des animaux—Absent.

Page 490—Même mesure — Absent.

Page 491—Même mesure — Absent.

Page 492—Même mesure — Absent.

Le Grand Médecin du genre humain ne s'abaisse pas jusqu'à s'occuper de vos animaux qui sont cependant la richesse de la classe agricole.

Page 516—Une question d'ordre est soulevé—Absent.

Page 758—Mesure relative aux magistrats stipendiaires du Nord-Ouest—Absent.

Page 773—Mesure sur le Cens électoral—Absent.

Page 909.—Résolutions octroyant des subsides à diverses lignes de chemins de fer.—Absent.

C'est sur des questions de cette nature, qu'un député qui a une ligne de chemin de fer pauvre traversant son comté doit se trouver à son poste afin d'arracher quelques bribes d'argent qui sont donnés. Non, le Docteur aime mieux fumer la pipe ou se promener. Et si votre chemin de fer cesse de fonctionner, et ne s'étend pas aussi loin qu'il le devrait vous irez en *petite charrette* ; il vous faudra dépenser le double pour écouler le produit de votre ferme, mais tout cela, ce n'est rien à comparer au repos et au plaisir de votre Député.

Page 910.—Encore une question de chemin de fer. Absent.

Pas mal pour celui qui devait vous donner le Pacifique à vos portes. Nécessairement il mettra quelques temps à devenir le Vanderbilt du Canada.

Page 911.—Représentation du Nord-Ouest.—Absent.

Page 921.—Question relative à l'administration de la Justice.—Absent.

Page 513.—Appel à la Chambre sur une question d'ordre. Absent.

Si nous avons bien tenu compte du nombre de votes manqués, je crois que nous sommes rendu à vingt-quatre votes perdus jusqu'ici pour la seule session de 1885.

Il est bien malheureux qu'il nous soit impossible de constater le nombre de jours manqués ici par votre Député, car comme nous l'avons déjà dit, le nombre de divisions manquées ne nous donne qu'une faible faible idée de l'assiduité d'un député, vu que la Chambre siège souvent des huitaines, même des quinzaines sans se diviser. Je suis certain que personne d'entre vous ne peut s'expliquer un état de choses aussi pénible, en deux mots vous allez tout comprendre.

La session de 1885 était, comme vous l'avez vu, la session du chemin de fer du Pacifique. Cette compagnie, pour tenir

la députation en bonne humeur distribus des billets de passage gratuits à un certain nombre de nos législateurs. Le Docteur était au nombre des heureux, de là ses promenades continuelles d'Ottawa à Montréal, et de Montréal à Québec sans que sa bourse n'eût à en souffrir aucunement. Les électeurs de Ste Claire se rappellent fort bien l'avoir vu pendant des semaines entières au milieu d'eux ; il paraissait bien tranquille, s'occupant de faire ses semailles.

Ou le Docteur était à Ottawa lorsque ces votes furent pris ou il n'y était pas. S'il était à son poste, pourquoi n'y renplissait-il pas alors son devoir ? Serait-il du nombre de ces valeureux députés qui se cachent dans les lieux d'aisence au premier son de la cloche de division ? S'il n'y était pas nous prenons la responsabilité de formuler contre lui la *charge* la plus grave et la plus sévère que l'on puisse formuler contre qui que ce soit, surtout contre celui qui veut être honoré de la confiance de ses semblable. S'il était absent, nous l'accusons d'avoir forfait à sa parole *d'honneur*, chose sacré pour tout homme qui veut marcher la tête haute. Voici notre accusation que nous nous efforcerons de porter le plus catégoriquement possible. D'après la loi, chaque député perd huit piastres par chaque journée d'absence ; comme vous n'êtes sensés élire que des gentils hommes, la loi ajoute que les membres feront à la fin de chaque session une déclaration écrite et signée de leur main, sous leur *parole d'honneur*, mentionnant le nombre de jours qu'ils ont été absents, et c'est sur la foi de cette déclaration que la déduction de huit piastres par jour sera faite. Si vous jetez les yeux à la page 88 du Rapport de l'Auditeur Général, qui contient l'indemnité payée à votre Député pour la session de 1885, vous y verrez qu'il a reçu cette année la ronde et jolie somme QUATORZE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE PIASTRES, PLUS SOIXANTE-UNE PIASTRES ET SOIXANTE CENTINS pour son transport, c'est-à-dire qu'il n'a déclaré sur sa parole d'honneur et sur sa propre signature qu'une SEULE ET UNI-

QUE journée d'absence, puisqu'il a reçu et touché son indemnité complète, moins huit piastres pour la journée déclarée !!

Que diriez-vous d'un serviteur que vous enverriez travailler sur une de vos fermes éloignées, et qui voudrait se faire rémunérer pour quinze jours de travail quand il n'en aurait fait que huit ? Inutile de faire plus de commentaires sur une pareille position ; je vois de suite le rouge de la honte vous monter à la figure !

Pour vous dérider le front et faire disparaître les marques plausibles de votre humiliation, je vous dirai la petite anecdote d'un employé qui était payé à la journée, et à qui on faisait la remarque qu'il intercallait ses jours d'absence dans ses comptes. Il répliqua assez spirituellement que lorsqu'il ne travaillait pas il ne manquait pas de penser à sa besogne. Vous voyez si le Docteur a dû penser en 1885, et combien ses bonnes ou mauvaises pensées vous ont coûté !

Le Docteur vous dira peut-être : je suis venu au milieu de vous visiter mes malades. Cela ne le justifie pas de se faire payer double salaire, et nous ajouterons que malgré sa *grande intelligence*, pas plus lui qu'un autre ne peut courir deux lièvres à la fois. De plus, puisqu'il croit que ses services sont nécessaires comme législateur, que ne favorise-t-il pas l'établissement d'un autre médecin, qui devra nécessairement y trouver son compte avec la haute protection du Grand Homme dont la pratique s'étend à *onze grandes paroisses*. Non, la chose a été essayée, et, sans égards aucuns pour vos intérêts, M. Lesage s'y est opposé de toutes ses forces. Il veut tout accaparer, mourez sans le secours de la science, peu lui importe, pourvu que son gousset soit bien rempli ! La plupart des politiciens exerçant une profession libérale, placés dans la position du Docteur, s'adjoignent un associé afin de donner satisfaction au public, mais le Docteur fait fi de toutes ces mesures philanthropiques : c'est double récolte qu'il lui faut.

Ne nous a-t-il pas avoué lors de la grande assemblée tenue

à Ste Claire, en juin 1886, mais cela sans le savoir, qu'il n'assistait jamais aux séances ; car il sortait de la session et il se disait pris par surprise !! Oui, puisqu'il brille constamment par son absence !

Depuis bien des jours, des semaines mêmes, nous n'avons vu notre député en Parlement qu'au Bureau du Comptable y retirant sa grasse indemnité ! N'est-ce pas qu'une aussi longue absence est ennuyeuse ?

Etudions donc encore, pour un instant, les agissements de votre Député, quand réellement il condescend à se trouver à son siège en corps et en âme ; voyons encore une fois comme il se met bien les pieds dans les plats, comme il est habile, combien sa conduite conséquente doit attirer de collègues à ses vues. De là le grand prestige qui l'entoure, l'immense influence dont il peut disposer à votre bénéfice.

Je vous le donne à parier en vingt, en trente..... jetez votre langue aux chiens, vous êtes battus ! Vous ne pouvez pas vous l'imaginer ; je me vois donc forcé de vous le dire. C'était le premier juillet 1885, le soleil était radieux, les *patates plantées* au printemps par la main du grand homme promettaient de donner un rendement magnifique ; les maladies qui sont généralement l'apanage du changement des saisons étaient disparues dans les *onze grandes paroisses* confiées à la sollicitude de votre Député. Il daigne donc se rendre dans la Capitale, et par hasard il se trouve à son siège quand une des questions du chemin de fer du Pacifique est à l'ordre du jour — Nouveau Cincinnati qui après avoir labouré ses champs courrait au combat remporter de brillantes victoires pour sa Patrie, le Docteur en revenant croise une lance avec l'Administration.

Nous citons de son discours, que vous trouverez à la page 3087 du *Hansard* de 1885. Lisez attentivement ; nous reproduisons textuellement, il parle de la ligne projetée passant par Dorchester :

“ On a envoyé M. Light, Ingénieur Provincial, faire une exploration *barométrique*, plus tard n'étant pas satisfait de cette exploration, qui n'était pas une *exploration complète de la vallée*, j'ai réitéré ma demande auprès du Ministre des chemins de fer, qui m'a répondu que *satisfaction* me serait donné.”

“ Encore un peu plus tard, j'ai fait de nouvelles instances auprès du gouvernement, lui demandant simplement de nous placer sur le *même pied* que les autres lignes en compétition en nous accordant des explorations instrumentales, ce qui n'a pas été fait.”

“ Encore, M. le Président, je ne fais pas de *reproches au gouvernement*, car je sais qu'il a été bien disposé à mon égard comme à l'égard de mon comté, sous le rapport des explorations barométriques.”

“ Il me semble que le gouvernement aurait pu retarder la question jusqu'à ce que des explorations *instrumentales* pour déterminer quelle est la route la plus courte et la plus avantageuse. Ce n'est pas avec des *rapports comme ceux actuellement devant la Chambre* que je me soumettrai au verdict de ceux qui patronisent la ligne Sherbrooke.”

“ J'ai donné les faits puisés aux rapports des ingénieurs, soumis à la chambre. Je ne dis pas qu'ils sont exacts ou inexacts, je ne le sais pas; mais si je puis prétendre qu'ils sont exacts et si d'autres peuvent prétendre le contraire, il y a un doute *tellement sérieux* que la question doit être étudiée davantage.”

Si se verbiage où un homme déclare qu'on ne lui a pas accordé les justes demandes qu'il a faites, sans cependant en faire de *reproches* aux auteurs de ce refus, dit quelque chose, il affirme en maints endroits que les explorations faites sur la Rivière Etchemin sont insuffisantes, qu'elles ne sont pas égales à celles faites sur les autres lignes. En un mot que le sujet mé-

rite d'être étudié de nouveau, qu'il faut des explorations instrumentales, etc., etc.

Quelques jours plus tard l'Honorable M. Langelier fait la motion suivante :

Page 840—Votes et délibérations de 1885, et page 3391 du *Hansard* de la même année, savoir :

“ Que dans l'opinion de cette Chambre des *études additionnelles* sont requises et devraient être immédiatement
“ commencées afin d'en venir à une *saine décision* quant à la
“ route qui convient pour le chemin de la ligne courte, et qu'il
“ serait prématuré d'adopter aucune ligne avant que ces nouvelles études n'aient été faites.”

Si vous avez lu attentivement cette motion, vous voyez qu'elle renferme presque mots pour mots les vues énoncées par le Docteur dans le discours que nous venons de citer ; de fait, l'Honorable M. Langelier demande de *nouvelles études* dans son amendement tout comme le Docteur qui se plaint, dans son discours, que la vallée de la Rivière Etchemin n'a pas été suffisamment explorée.

Eh bien ! c'est à vous jeter à la renverse, regardez à la page 3,391—*Hansard* de 1885 ou à la page 840 des votes et délibérations de la même année, vous y verrez en blanc et en noir le fameux Docteur voter contre cet amendement de l'Honorable M. Langelier !! Après cela il faudrait tirer le rideau et déclarer la séance close. Mais prenons courage et allons encore un peu plus loin ; aventurons-nous sur ce sale glissant terrain, voyons jusqu'où un député du peuple peut montrer son manque de tact et de jugement devant un pays tout entier.

Après ce vote, il fait l'amendement suivant qui se lit sur la même page 3,391 ou page 841 des votes et délibérations de 1885. C'était une seconde après avoir renversé la proposition Langelier :

“ Que la Chambre ne concourt pas maintenant dans ces

“ résolutions (Résolutions de la ligne courte via Sherbrooke)
“ mais qu’elles soient référées de nouveau à un comité de toute
“ la Chambre avec instructions de les amender comme suit : En
“ retranchant dans la seconde clause les mots via Sherbrooke,
“ lac Moosehead, Matawankeag, Harvey, Frédéricton et Salisbury,
“ et ajoutant à la fin de la dite clause les mots suivants : La
“ dite subvention devant être donnée à la compagnie qui cons-
“ truirait la ligne qui sera trouvée la plus courte et la plus
“ praticable après explorations instrumentales complètes
“ de toutes les lignes pouvant prétendre obtenir ce résultat.”

N’est-ce pas en substance un amendement qui dit la même chose que celui qu’il vient de jeter pardessus bord de gaité de cœur. De plus il l’accompagne de remarques qui ne sont que la répétition de celles plus haut citées, il veut de nouvelles études !! (Voir page 3392 *Hansard* 1885).

“ Ce que je demande c’est une exploration minutieuse et
“ précise, et je ne demande que ce qui est juste. Mais on nous
“ impose une ligne sans nous donner d’explorations exactes, sans
“ nous donner de raisons basées sur des rapports d’Ingénieurs.”

“ La décision prise par le Gouvernement prouve de plus
“ que nous n’avons pas ÉTÉ PLACÉS SUR UN PIED D’É-
“ GALITÉ AVEC LES AUTRES LIGNES EN COMPÉTI-
“ TION ; j’ai souvent rappelé les promesses que le Gouverne-
“ ment m’avait faites d’explorations instrumentales complètes
“ de cette importante voie et toujours sans résultat.”

Oh Blagues des Blagues ! Fourberies des Fourberies !! Vous voilà donc dévoilé, Blagueur des Blagueurs ! Fourbe des Fourbes ! Vous voilà à découvert, votre plan était de montrer votre mo-
à votre *bon* peuple, sans mentionner vos contradictions ; mais ici nous sommes deux. Combien vous devez être déçu dans vos projets !!

Diogène, un savant de l’Antiquité, prenait une lanterne pour trouver un honnête homme ; la lumière électrique dont

nous nous servons aujourd'hui pourrait-elle nous faire découvrir un plus grand fourbe que ~~Bous~~ ? non ! non ! jamais ! jamais ! !

Baissons la toile et passons à la session de 1886. Car il est inutile de vous dire que bien que votre Député n'ait rien obtenu, il a tout de même voté la ligne courte par Sherbroke, jusqu'à la fine fin de la session, (voir page 846 votes et délibération de l'année 1885.) N'oublions pas en effet qu'il avait dit dans une de ses élucubrations qu'il n'avait pas de reproches à faire à ceux qui lui refusaient tout.

Nous avions donc bien raison de dire dès le début que le savant Docteur avait tout gâté, qu'il avait de propos délibéré perdu toutes vos chances d'avoir la ligne courte à vos portes. Cependant tout était en sa faveur comme il le dit lui-même dans son discours, page 3188 *Hansard* de 1885.

"Je puis le dire ici et je ne crains pas le rapport d'aucun ingénieur pour me contredire, la vallée de la rivière Etchemin n'a pas besoin de faveurs, c'est un lit couché par la nature pour un chemin de fer."

Nous avons souligné la dernière partie, car nous avons toujours compris que l'on se couchait sur un lit, mais nous n'avion jamais oui dire qu'un lit fut couché et surtout par la nature.

La vallée de la rivière Etchemin n'avait rien moins pour plaider sa cause que le rapport de Mr. Light, Ingénieurs-en-chef des chemins de fer de la Province de Québec, de Messieurs Wicksteed, Vernon Smith et Sullivan, tous ingénieurs distingués, choisis par les autorités pour faire des explorations. Nous ajouterons à cela l'autorité d'un des plus grands ingénieurs du pays, d'un conservateur à toute épreuve, d'un homme qui, en maintes circonstances, a été choisi comme arbitre par plusieurs gouvernements pour décider des questions de génie civil, enfin il ne s'agit rien moins que de Walter Shanly, député de Grenville. Voici ce qu'il dit : Page 3367 du *Hansard* 1885.

Il est possible que l'on suppose en me voyant lever pour

“ parler sur une question de ce genre, que je vais le faire avec
“ quelque autorité ; mais je déclarerai dès le début que je suis
“ complètement incapable de former une opinion concernant ce
“ que l'on pourrait appeler les mérites des deux lignes au point
“ de vue du génie civil. Je suis en principe en faveur d'un
“ examen complet et approfondi. Quant aux plans et explora-
“ tions et tout le reste, je dis qu'il n'y a rien devant nous qui
“ puisse mettre n'importe quel ingénieur en état de déclarer déli-
“ bérément qu'une ligne est meilleure que l'autre. Comme je
“ pense qu'il n'y a pas de renseignements suffisant, devant nous
“ pour nous mettre en état de juger des mérites comparatifs des
“ deux lignes, j'agirai suivant cette opinion et j'appuierai
“ l'amendement. Je n'ai rien autre chose à dire que ceci : que
“ la vraie conduite à tenir est de faire une exploration complète
“ et approfondie avant qu'aucun subside ne soit voté.”

Vous voyez que ce grand Ingénieur se prononce carrément, il dit bien aussi comme votre Député que les explorations ne sont pas suffisantes ; mais il y a une petite différence, *bien légère cependant* entre le Docteur et M. Shanly, ce dernier appuie ses paroles de son vote, et M. Lesage contredit ses paroles par son vote. M. Shanly est cependant un des fidèles appuis de l'administration actuelle, et sans rien dire de trop le gouvernement compte un *brin* de plus sur son influence que sur celle du grand homme que vous avez choisi comme porte drapeau du parti dans le Comté.

M. Shanley a cependant voté pour l'amendement Langelier et contre ses amis sur cette question.

N'est-il pas raisonnable de supposer que si la vallée de la rivière Etochemin avait eu un défenseur sincère, un homme qui ne se serait pas contenté seulement de se promener avec les billets que lui accordait gratuitement cette puissante compagnie de chemin de fer du Pacifique, nous aurions eu au moins une exploration *instrumentale*. Cette exploration nous aurait mis en évidence, et dans un avenir plus ou moins rapproché, nos

Justes prétentions auraient été reconnues et on y aurait fait droit. Aujourd'hui tout est perdu, si vous continuez à donner votre confiance à celui qui, par ses votes, a totalement compromis une aussi belle cause. Ce grand mal peut-il être réparé ? C'est plus que je ne puis dire. En attendant, châtiez celui qui en est l'auteur, afin que cet exemple serve à ses successeurs.

Electeurs de Dorchesteur vous aurez la satisfaction du devoir accompli, vous aurez montré que l'on ne vous trompe pas impunément.

SESSION 1886

Soyez persuadés que nous serons bref maintenant.

L'année politique du Docteur pour 1886 est célèbre comme toutes les précédentes par ses nombreuses absences. Cela va sans dire, le Pacifique Canadien continue la distribution gratis de ses billets de passage, pourquoi ne pas se promener ? On n'est pas toujours député !

La conduite de votre Député en 1886 au sujet de l'affaire Riel, me fait penser à une anecdote racontée par un membre d'un parlement dont j'ai oublié la Province. Un farceur quelconque avait annoncé au son du tambour et de la trompette qu'à tel jour, il sauterait pardessus la Cathédrale de St-Paul à Londres. Aussitôt le public de s'y rendre par milliers. Le farceur était aussi présent, mais il ne sautait pas. Quand on lui en demanda la raison, il répondit qu'il regardait s'il n'y avait pas un peu de paille de l'autre côté avant de s'exécuter. De même sur la question Riel, notre trop célèbre et grand Député vous a annoncé dans une grande assemblée tenue à Ste-Claire, le 2 décembre 1885, qu'il blâmait le Gouvernement sur l'exécution du Chef des Métis ; il écrivait même au Dr Morissette qu'il entendait voter non-confiance dans un gouvernement coupable d'une aussi grande atrocité. Nous nous contenterons de reproduire ici au long et mots pour mots les résolutions que le Docteur proposa

à cette assemblée, à chacun de juger.....

Les résolutions suivantes ont été adoptées unanimement sur proposition du Dr. LESAGE, M. P., Dr. Morissette de St-Hénédine, Moïse Paradis de St-Malachie, Major J. Fournier de Ste-Claire, secondé par MM. N. Audet, M. P. P., Dr. Vaillancourt, Chs. Audet, de St-Anselme, F. X. Gosselin de Ste-Claire, F. X. Guay de St-Malachie, de Joseph Brown de Ste-Claire et Félix Blais de Ste-Hénédine :

“ Considérant que, lors de la dernière insurrection du Nord-Ouest, le chef des Métis, Louis Riel, se rendit au général Middleton, commandant des troupes de l'expédition, sur une promesse écrite qu'il serait protégé, fait important qui n'a pas été nié par l'Exécutif, et le mettait sur le pied d'un belligérant reconnu puisque l'on traitait avec lui ;

Considérant que les peuples civilisés rapoussent aujourd'hui les exécutions capitales pour crimes politiques, et que d'ailleurs, ni la paix, ni la sécurité du Nord-Ouest n'exigeaient une semblable mesure de rigueur ;

Considérant le fait que Louis Riel, après avoir été jugé par six jurés seulement, de race et de croyance différentes de la sienne, a cependant été recommandé à la clémence de la cour, et que l'Exécutif a néanmoins méconnu ce verdict en faisant exécuter la sentence portée par le tribunal de Régina au lieu d'user de clémence à son égard et de prendre en considération les demandes en commutation de peine faites par toute cette grande province ;

Considérant qu'après avoir sursi trois fois à l'exécution, ce devoir devenait encore plus impérieux ;

Considérant qu'antérieurement, et alors encore plus, il y avait un doute général basé sur des faits indéniables quant à l'état mental de Louis Riel, et que rien de sérieux n'a été fait pour éclaircir ce point important, malgré les nombreuses re-

quêtes signées dans cette province et l'assurance donnée par nos ministres canadiens, dans les déclarations publiques, qu'une commission de spécialistes serait nommée, ferait rapport et que rien ne serait décidé auparavant, ce qui n'a pas été fait, -ou accompli plutôt d'une manière à froisser qu'à satisfaire l'opinion publique;

Considérant que l'exécution de Louis Riel est une insulte préméditée, faite à la race canadienne-française qui, avec le peuple irlandais, demandait une commutation de la sentence, et qu'on n'a procédé au jugement que pour satisfaire au fanatisme et donner un aliment à la rage des orangistes, les fidèles alliés de Sir J. A-McDonald;

1o Qu'il soit résolu que cette assemblée est d'opinion que *Sir J. A. McDon* *l a commis un crime politique, une cruauté sans exemple dans les annales modernes des nations civilisées* en faisant exécuter Louis Riel, le 16 novembre 1885, à Régina; que nous réprouvons *cet acte inique* et le tenons responsable, lui et son gouvernement tout entier;

2o Que le but avoué de la confédération, qui était dans l'esprit de ses auteurs de faire régner la paix, l'harmonie et l'union entre les différentes races qui composent le Dominion, est fatalement atteint par le mépris et l'insulte publique que le gouvernement a unanimement professés contre la *Race Française* et le désir de satisfaire le fanatisme de la secte des orangistes;

Que des messes de *Requiem* soient chantées pour le repos de l'âme de Riel dans toutes les églises de ce comté, là où la chose sera possible, que des quêtes publiques y soient faites pour venir au secours de sa femme et de ses enfants, laissés dans le dénuement le plus complet.

[Signé]

L. N. LAROCHELLE,

Préfet du comté et Président de l'Assemblée.

ED. MARQUIS,

Secrétaire.

En lisant les conclusion de ces résolutions, tous les électeurs de Dorchester n'étaient-ils pas entièrement convaincus que leur Député sautait la clôture, retirait son allégeance à Sir John A. Macdonald. Aussi quand le vote arrive, tous étaient en Chambre, sinon de corps du moins d'esprit pour voir opérer ce grand *somerset* annoncé. Le Docteur y était cette fois, mais pas pour sauter, bien loin de là ! Comme le farceur de tantôt, il s'est aperçu qu'il n'y avait PAS DE PAILLE DE L'AUTRE COTÉ ! Par paille il entend des places, du patronage, un petit pécule pour faire les élections sans qu'il en coûte, etc. etc. Voyant que le gouvernement ne serait pas battu sur cette question, il ne voulait pas se plonger dans les froides régions de l'opposition qui ne peut donner aucune situation, ne serait-ce que la place d'analyste-en-chef de la Puissance, ou encore la position honorable et très-enviée du Docteur d'être un bon et brave sénateur.

Pas de paille, rien de tout cela, c'est pourquoi je ne saute pas, mes chers amis, et je vote pour l'exécution de Riel. J'adore ce que j'avais brûlé, et je brûle ce que j'avais adoré.

Voir motion Landry page 82 votes et délibérations de 1886, et page 135 des mêmes votes et délibérations.

Votre Député ne peut trouver aucune raison quelconque pour être venu tromper tout un comté comme il l'a fait en cette occasion. Personne d'entre nous ne lui demandait de se prononcer ; c'est lui qui a voulu prendre les résolutions que nous venons de citer sans sa protection, les proposer et les faire voter lui même.

Pourquoi ne vous laissait-il pas agir en cette circonstance ? Non, il avait peur de passer pour tirer de l'arrière, il aime mieux vous tromper. Vous avez été indignement trompés, et le trompeur est celui qui ose encore briguer vos suffrages ! !

Comme dans une autre circonstance que vous avez rencontrée plus haut, les commentaires sont inutiles. Nous ne connais-

sons pas d'expressions assez fortes pour définir et qualifier une manière d'agir aussi indigne et aussi inconséquente. Vous êtes ses juges, vous, électeurs de Dorchester, Soyez dignes de la position que vous occupez, ne donnez pas l'exemple de distribuer la palme à la blague et à la supercherie.

L'heure de votre vengeance est sonnée, montrez que vous avez ressenti l'insulte que l'on vous a faite, enseignez aux successeurs de votre Député que l'on ne se moque pas de vous impunément, et vous aurez la satisfaction du devoir accompli.

Notons en passant les absences de votre Député; voyons s'il se corrige ou non de cette louable habitude de ne presque jamais voter, tout en se faisant BIEN GRASSEMENT PAYER.

C'est à la page 59 des votes et délibérations pour 1886, que nous voyons apparaître le Docteur pour la première fois cette année. Il nous donne de suite une preuve de son peu d'assiduité, car il met sur le papier une question relative aux bateaux-passeurs entre Québec et Lévis, et quand le temps de faire cette interpellation arrive, l'écho repète encore : Absent ! Votre Député est obligé de renouveler sa demande que l'on voit reparaître à la page 85.

Votes et délibérations de 1886.

Page 170.—Bill de séduction.—Absent.

Comme nous vous l'avons fait remarquer pour les autres sessions, l'absence du Docteur est meilleure que sa présence en la présente circonstance.

Page 242.—Amendement à la preuve dans les causes criminelles.—Absent.

Page 243. — Loi concernant la preuve dans certaines causes.—Absent.

Page 335.—Motion d'ajournement.—Absent.

Page 336.—Chemin du Nord-Ouest Central.—Absent.

Si votre Député n'aide pas ses collègues intéressés dans la

construction et l'avancement d'une voie ferrée quelconque, comment voulez-vous qu'il puisse réunir des sympathies quand son tour arrive d'être lui-même intéressé à un chemin de fer, comme c'était le cas lors du choix de la ligne la plus courte pour faire arriver notre Pacifique Canadien à l'Atlantique. Aussi vous vous rappelez le magnifique succès remporté en cette circonstance où la meilleure des causes était appuyée par les plus habiles, de l'art. Tout cela n'a servi à rien.

Page 362.—Question du *Home Rule*.—Absent.

Page 363.—Même question.—Absent.

Page 364.—Même question.—Absent.

Page 365.—Même question.—Absent.

Il s'agissait ici de pétitionner le Gouvernement Impérial d'accorder ce que le peuple irlandais demande depuis des années et des années, le droit de se gouverner par lui-même. Le Docteur ne s'en occupe pas!

Vous, *fils de la Verte Erin*, qui connaissez les souffrances et les persécutions endurées par vos frères, continuerez-vous votre appui à celui qui vous traite avec autant de mépris. La tyrannie dont toute une vaillante nation a été l'objet pendant des siècles et des siècles ne l'émeut pas. Irlandais de Dorchester, vous tous qui sympathisez dans leurs malheurs, venez tous de l'avant pour repousser celui qui a dédaigné de tendre une main secourable à vos frères de là-bas.

Page 379.—Amendements à la loi électorale de 1874.—Absent.

Page 376.—Immigration Chinoise.—Absent.

Page 458.—Loi relative à la position des Juges du Nord-Ouest comme membres du Conseil du Nord-Ouest.—Absent.

Page 507.—Motion relative aux grandes dépenses.—Absent.

Comme vous en avez la preuve le Docteur ne se gêne pas de continuer ses promenades. Le fait est que si jamais vous entendez dire qu'il y ait un SIEGE A LOUER dans la Cham-

bre des Communes, se sera bien celui du Député de Dorchester, car il est toujours vacant.

Il nous fait peine de ne pas pouvoir vous dire aujourd'hui si cette année il aura avoué ou caché ses absences au Comptable, vu que le rapport de l'Auditeur Général n'a pas encore été distribué au public. Nous ajouterons cependant que nous espérons que sa déclaration a été suivant les faits, car son confesseur aura dû lui infliger une pénitence assez rude pour son oubli de l'an dernier, si toutefois il y a eu oubli, qu'il ne voudra pas s'y exposer de nouveau. Aussitôt que le Docteur aura reçu ce rapport, nous l'invitons à nous le passer, afin que l'on vous communique ce que nous y lirons. Nous ne voudrions pas cependant infliger un trop grand sacrifice pécuniaire au Docteur par cet envoi, car nous nous sommes laissé dire qu'un jour, ce généreux Député passait à un électeur un de ces livres bleus qu'il reçoit gratuitement pour distribution, en le donnant il ajouta : *"Ce livre me coûte une piastre."* Le récipiendaire répondit ironiquement : *"Je le crois bien, car il est tout écrit."* Nous vous le disons, il nous sera toujours impossible de connaître les variétés et l'immensité des blagues de cet homme à qui le Gouvernement devrait accorder une patente, afin que le titre de Champion d'entre tous les Blagueurs ne lui soit jamais disputé.

Comme vous avez pu le constater par la lecture de ce qui précède, le présent pamphlet n'a pas été écrit dans l'intérêt de tel ou tel parti politique qui se dispute le pouvoir dans le pays. Tout au contraire, nous nous sommes bien donné le garde de discuter un seul vote du Docteur, sur une question où les parties entretiennent des idées différentes. Les votes critiqués sont de la nature de ceux que l'on est convenu d'appeler des votes libres. La raison en est bien simple, c'est que l'auteur des présentes est un conservateur de vieille date, qui, bien que ne s'étant jamais mêlé de politique d'une manière active, a toujours suivi de près la conduite des Députés de Dorchester depuis

quelques années. C'est un conservateur qui s'est dit : il me faut de toute nécessité mettre au grand jour, à la lumière du Soleil, les *supercheries*, les *fourberies* et les *blagues* d'un Député, qui trompe continuellement un bon peuple qui lui accorde sa confiance.

Maintenant Electeurs du Comté de Dorchester,

1° Voulez-vous d'un député qui se promène sans cesse quand il devrait être en chambre ?

Votez pour M. Lesage !

2° Aimez-vous un député qui parle dans un sens et vote dans un autre ?

Marquez votre bulletin en faveur du Grand Alexandre Lesage !

3° Etes-vous satisfait d'un député qui n'a seulement pas assez d'influences pour faire explorer une ligne projetée d'un chemin de fer recommandée par les grandes autorités du pays ?

Continuez votre appui au Docteur Lesage !

4° Voulez-vous d'un député qui vient s'engager solennellement devant vous par écrit à voter dans un sens et qui vote tout le contraire ?

Faites votre croix vis-à-vis le grand nom d'Alexandre Lesage ?

5° Voulez-vous d'un député qui fait statuer que ni vous ni vos enfants ne pourrez obtenir la plus petite des positions sous le gouvernement à moins que vous soyez un savant ?

Travaillez pour M. Lesage !

6° Avez-vous l'ambition de vous faire représenter par un homme qui, par ses contradictions, son défaut de tact et de jugement vous a fait perdre la ligne courte ?

Vite, jetez votre bulletin en faveur du Dr Lesage !

7° Voulez-vous d'un député qui ne cesse de demander à se faire caser aussitôt qu'une vacance survient ?

Vous ne pouvez mieux choisir qu'en prenant votre Député actuel.

8° Voulez-vous élire le Champion reconnu d'entre tous les Blagueurs ?

Combattez l'adversaire du Dr Lesage !

9° Estimez-vous un vaillard éhonté ? Aimez-vous à vous faire servir par un homme de ce calibre ?

Vous ne sauriez mieux choisir que dans la personne du Docteur Lesage !

10° Habitants des *onze grandes paroisses* qui sollicitez ses services professionnels, voulez-vous être privés de l'attention d'un autre médecin pendant les absences prolongées du Grand Médecin ?

Vous ne sauriez mieux faire que de laisser M. Lesage dans la politique, car il s'oppose de toutes ses forces à l'établissement d'un confrère parmi vous !

11° Voulez-vous supporter un homme qui désire que le séducteur de vos filles reste impuni ? Que ce séducteur vous nargue et rit à votre barbe du malheur dont il vous a fait victime ?

Vite embotez le pas et jetez vous dans la petite phalange de ceux qui le croient encore un Grand Homme, ou qui le suivent par intérêt personnel !

12° Voulez-vous continuer votre confiance en un homme qui n'a rien fait pour vous ?

Gardez le Docteur Lesage en chambre !

13° Etes-vous fier d'avoir pour représentant un homme que son propre parti méprise ?

Gardez votre Docteur Lesage !!

14° Etes-vous fier d'un mandataire du peuple sur le compte duquel un journal a déclaré qu'il vendait son vote pour une situation ? De plus êtes-vous orgueilleux de voir votre Député

obligé de revendiquer son honneur devant les Tribunaux, parce qu'il sait que sa conduite porte fortement au doute sur la vérité des faits allégués par ce journal ?

ELISEZ VOTRE DOCTEUR!!!

Non, messieurs, je vous connais trop plein de respect pour votre droit de suffrage, trop anxieux de l'avancement de votre Pays et de votre Comté pour en agir ainsi.

Mon devoir est rempli : j'ai divulgué l'Imposteur, à vous électeur de Dorchester d'accomplir le vôtre.

Je n'ai pas besoin de vous l'indiquer, ce devoir. Le vingt-deux février courant vous vous rendez tous au bureau de votation, et là, vous dépouillant de tout esprit de parti qui nous tue, nous Canadiens-Français et Catholiques, vous jeterez votre Bulletin dans l'urne électorale après l'avoir marqué en faveur de l'honnête homme qui a pour nom, **HENRI DUCHESNAY**, ce digne descendant et héritier d'une famille à la fois si brave, si loyale et si canadienne.

UN CONSERVATEUR.

N. B.— Comme le présent livre est tiré à un nombre restreint d'exemplaires, l'électeur qui l'aura parcouru est prié de le passer sans délai à son voisin.

